

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 08/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEPSA SES D1

28 RUE DE ROUEN
67000 Strasbourg

Références : 0006700407/GC/AG
Code AIOT : 0006700407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement TEPSA SES D1, implanté 28 rue de Rouen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEPSA SES D1
- 28 rue de Rouen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TEP SA SES D1 exploite à Strasbourg, au Port aux Pétroles, un dépôt de liquides inflammables relevant de la directive "Seveso" (seuil haut).
Ces installations ont été initialement autorisées par arrêté préfectoral du 11 juin 1976.

Ces installations sont soumises aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2009, codifiant l'ensemble des prescriptions relatives à la Société Européenne de Stockage dépôt 1 au Port aux pétroles de Strasbourg.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Alimentation en énergie et utilités associées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 | Sans objet |
| 2 | Utilités électriques | Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 19 | Sans objet |
| 3 | Maintenance | Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 16.2 | Sans objet |
| 4 | Eaux superficielles – conditions de rejet | Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.3.1.1 | Sans objet |
| 5 | Eaux superficielles – contrôle des rejets | Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.4 | Sans objet |
| 6 | Eaux souterraines – surveillance | Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.5 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas révélé de non-conformités.

L'autosurveillance au point de rejet nommé "Bassin Auberger" peut être arrêtée, celle-ci n'étant ni prescrite, ni pertinente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56 |
| Thèmes : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture, ou la disponibilité, des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité, ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques, concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] |

| |
|---|
| <p>Constats :</p> <p>Le dépôt est connecté au réseau pour son alimentation en électricité. En cas de coupure d'alimentation, les installations sont automatiquement mises à l'arrêt et en sécurité (système de sécurités positives). Toutefois, une telle coupure n'aurait pas d'impact sur la défense contre l'incendie. En effet, le site est équipé de 2 pompes thermiques à eau, fonctionnant de manière autonome. Les pompes à émulseurs sont couplées aux pompes à eau : elle sont entraînées par pompe hydraulique. Les pompes peuvent être démarrées soit à distance, depuis la salle de supervision, soit manuellement, dans le local où elles sont installées. Un démarrage depuis le local incendie a été effectué lors de la visite. L'inspection a pu constater que l'opérateur a suivi les instructions affichées dans le local. Ce test n'appelle pas l'inspection à formuler d'observations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> |

N° 2 : Utilités électriques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 19</p> |
| <p>Thèmes : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 19.2 - secours électrique L'ensemble des dispositifs de sécurité alimentés en électricité et permettant d'une part la prévention, ainsi que la protection du site contre un accident majeur, et, d'autre part, la mise en œuvre des POI/PPI, est secouru électriquement à partir d'un groupe électrogène propre au dépôt.</p> <p>Ce groupe électrogène est régulièrement testé et fait l'objet d'une maintenance permettant un fonctionnement fiable.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un groupe électrogène permettant d'alimenter tout le dépôt. Ses capacités sont suffisantes pour assurer le fonctionnement complet du dépôt. Il convient de rappeler que la défense incendie est autonome et qu'elle n'est pas secourue par le groupe électrogène, mais par un doublement de ses propres équipements. La réserve de carburant associée au groupe électrogène assure une durée de fonctionnement supérieure à huit heures. La maintenance annuelle est effectuée par deux prestataires : l'un pour le moteur thermique, l'autre pour la production d'électricité. Ces prestataires sont aussi chargés de l'entretien du groupe. Les rapports relatifs aux interventions des 24 octobre 2024 et 18 novembre 2024 ont été présentés. En complément, des tests de fonctionnement sont réalisés par l'exploitant chaque mois. Les résultats de ces tests sont enregistrés dans le suivi informatisé. Aucun défaut majeur n'a été relevé lors des dernières interventions des prestataires, ni lors des derniers tests mensuels, ni lors du test réalisé lors de la visite.</p> |

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 16.2

Thèmes : Actions nationales 2025, Maintenance et test

Prescription contrôlée :

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie, (...) entretenus en bon état de fonctionnement. (...)

Constats :

Des tests mensuels sont effectués par le personnel de l'exploitant.

Les résultats sont consignés dans le suivi informatisé des installations qui a été présenté lors de la visite. Ces tests n'appellent pas l'inspection à formuler d'observations.

L'entretien et la maintenance annuels sont confiés à un prestataire externe.

Les rapports d'intervention du 24 octobre 2024 font état d'une fuite de carburant au niveau de la tuyauterie d'alimentation. L'inspection a pu constater que la réparation a été effectuée.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 4 : Eaux superficielles – conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.3.1.1

Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielle

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux incendie sont rejetées via les décanteurs-déshuileurs n°1 et n°2 dans le bassin Auberger.
(...)

Les caractéristiques des eaux pluviales susceptibles d'être polluées ainsi que les eaux incendie exemptes d'émulseur (exercice ou sinistre) rejetées ne dépassent pas les valeurs suivantes :

- 5,5 < pH < 8,5
- température : 30 °C
- Concentration et flux maximaux sur eaux brutes (non décantées)

| Repère du rejet | Paramètre | concentration moyenne sur 24h consécutives (en mg/l) | Flux moyen (en kg/j) |
|---|-----------------------------|--|----------------------|
| Sortie décanteur 1 et Sortie décanteur 2 | MES DCO Hydrocarbures | 30 100 5 | 3,5 10 0,5 |

| | | | |
|--|----------------|----|---|
| | Azote Kjeldahl | 10 | 1 |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats de son autosurveillance. Aucun dépassement des valeurs fixées par l'arrêté préfectoral n'a été constaté en 2024.</p> | | | |
| <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> | | | |

N° 5 : Eaux superficielles – contrôle des rejets

| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.4</p> | | |
|--|--------------|--|
| <p>Thèmes : Risques chroniques, Eaux superficielles</p> | | |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>EAU - Contrôle des rejets</p> | | |
| Paramètre | Fréquence | Points de prélèvement |
| MES DCO Hydrocarbures | Semestrielle | Sortie décanteur 1 et sortie décanteur 2 |
| <p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance des MES, de la DCO et des hydrocarbures montrent que la fréquence semestrielle est respectée. Ces résultats sont détaillés pour la sortie du décanteur 1, la sortie du décanteur 2 et pour un point de prélèvement nommé "Bassin Auberger". Lors de la visite, l'exploitant a conduit et montré, à l'inspection, l'emplacement des points de prélèvement. Ceux situés en sortie des décanteurs 1 et 2 ne présentent pas de difficulté particulière d'accès pour les préleveurs. L'inspection n'a pas constaté de pollution manifeste sur ces point de rejets. Concernant le point de prélèvement "Bassin Auberger", l'exploitant indique que l'échantillonnage est réalisé à la sortie de la conduite d'évacuation reliant les décanteurs 1 et 2. Cette sortie est située dans la berge du bassin Auberger mais n'est pas visible car située sous le niveau de l'eau. L'échantillonnage correspond donc aux eaux du bassin et non aux eaux rejetées par les installations. Ce point de prélèvement n'est pas prescrit par l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2009. Il n'est d'ailleurs pas pertinent au titre de l'autosurveillance. En effet, celle-ci porte sur la qualité des eaux</p> | | |

| |
|--|
| <p>rejetées par les installations, non sur la qualité des eaux du bassin Auberge.</p> <p>L'exploitant n'a donc pas l'obligation de poursuivre l'autosurveillance au point de rejet nommé "Bassin Auberge".</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> |

N° 6 : Eaux souterraines – surveillance

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2009, article 9.5</p> |
| <p>Thèmes : Risques chroniques, Eaux souterraines</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Les paramètres de suivi des principales substances susceptibles de polluer les eaux souterraines, compte tenu de l'activité de l'installation, ainsi que les fréquences d'analyses sont les suivants :</p> <p>hydrocarbures : trimestrielle Conductivité : annuelle DCO : annuelle</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats d'autosurveillance des eaux souterraines. Les paramètres et fréquences prescrits sont respectés. Les résultats ne conduisent pas l'inspection à formuler d'observations.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suites</p> |